



LA FEDERATION COMMUNIQUE

9 OCTOBRE 2012

MOBILISATIONS IMPORTANTES POUR LA DÉFENSE DES EMPLOIS ET DU POTENTIEL INDUSTRIEL

De nombreux syndicats et salariés de nos secteurs ont répondu aux appels de la CGT à des arrêts de travail de 2 à 24 h et à participer aux manifestations.

Aux côtés des Fralib et des Continental Nutrition à Marseille, des Doux à Rennes et Paris, des Pilpa à Toulouse, des Barry Callebaut à Lyon ou encore des Kronenbourg à Epinal, on pouvait voir Heineken, Riches Monts, la Brasserie de Champigneulle, la Brasserie Saverne, Stoeffler, l'ONF privé, Contrex-Vittel, Lactalis, Volvic, Limagrain, la Sucrerie de Bourdon, Barry Callebaut, Amora, Bel Lons, Bel Dôle, Nestlé Purina, Bigard, Even, Haribo, Perrier, Quézac, 3A, Danone Villecomtal, Pioner, Nutribio, Yoplait, BN, Bel Sablé, Lu, Lesaffre, NPLF, Bénédicta, Caby, Heineken, Téréos Boiry, Téréos Lillers, Fraisnor, Holder, Nestlé Grand Froid, Nestlé Purina, Banania, Dailycer, Bigard, St Louis Sucre Eppeville, Beghin Say Chevières, Pastacor, la Fromagerie du Thiérache, le Golf du lys, Cofranlait, St Louis Sucre, Panzani, Moulins Maurel, Evian, Badoit, Bresse Bleu, Despinasse, les Boulangerie Paul, William Saurin, le PMU, les Hippodromes, Ladurée, Les Grands Moulins de Paris, Toufflet, Danone siège, Danone logistique...

Toutes et tous exprimaient leur révolte contre le patronat qui restructure, délocalise, ferme les usines au nom de la rentabilité financière. Tous dénonçaient ces nantis qui, par la voix de Parisot, ne cessent d'accuser le coût du travail. Or, les richesses créées par le travail ne servent pas à l'investissement productif ou à la recherche, mais à accumuler profits et fortunes. Ce n'est pas le coût du travail qu'il faut réduire, c'est le coût du capital.

Les salariés interpellent également le gouvernement. Il y a urgence. Des mesures concrètes et urgentes doivent être prises contre la casse des industries, pour des augmentations de salaires, des créations d'emplois à temps plein en CDI, une protection sociale de haut niveau et des services publics qui répondent aux besoins de la population. Le gouvernement doit agir pour rompre avec les logiques patronales.

Cette journée du 9 Octobre a été un moment fort, c'est le relais de luttes permanentes dans tous les secteurs d'activité. Les salariés refusent « de payer » les conséquences de la crise financière dont ils ne sont en rien responsables.

Le changement, c'est maintenant.

Montreuil,
Le 10 octobre 2012